

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 10 Juillet 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TRANSFO SERVICES**

ZAC de la Goulgatière  
2 boulevard Laënnec - BI 82128  
35220 Châteaubourg

Références : JD35/2024-417  
Code AIOT : 0005503600

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement TRANSFO SERVICES implanté ZAC de la Goulgatière 2 boulevard Laënnec - BI 82128 35220 Châteaubourg. L'inspection a été annoncée le 06/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRANSFO SERVICES
- ZAC de la Goulgatière 2 boulevard Laënnec - BI 82128 35220 Châteaubourg
- Code AIOT : 0005503600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est dédié à la maintenance de transformateurs électriques de moyenne et forte puissance, essentiellement pour le compte d'Enedis. Cela comprend notamment la vidange de l'huile (comportant parfois du PCB) et son remplacement par de l'huile "propre", ainsi que des opérations de nettoyage, de mise en peinture et d'essais des performances électriques.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites données aux précédentes inspections et à la mise en demeure du 09/05/22
- campagne d'analyse PFAS

L'Inspection a rappelé à l'exploitant les échéances de l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque incendie dans les installations de gestion de déchets et en particulier de l'obligation d'élaborer un plan de défense incendie à compter du 1er juillet 2024 ainsi que celle de réaliser un exercice incendie au plus tard pour le 1er juillet 2024 et à renouveler tous les trois ans.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Lettre du 20/04/2018, article Obs 18-1
3	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 3.2.4
4	Emissions aqueuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-X
6	PFAS Liste, campagne d'analyse et restitution	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2, 3 et 4
7	Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16
8	Zonage des dangers	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.2.2
9	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.2
10	Défense incendie	AP de Mise en Demeure du 09/05/2022, article 1

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.4-IX
5	Emissions aqueuses	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 4.3.11

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection relève une gestion conforme de cet établissement IED en ce qui concerne les rejets atmosphériques et aqueux.

Une action forte de l'exploitant est par contre attendue pour assurer le dimensionnement et la disponibilité des moyens en eau incendie utilisables par les services de secours, suite à la mise en demeure du 9 mai 2022. L'organisation mise en place pour gérer les suites données aux contrôles périodiques des équipements de prévention du risque incendie et installations électriques mérite également d'être renforcée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 20/04/2018, article Obs 18-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 4330
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Suite aux observations 2018-01 et 2022-01, l'exploitant était tenu de transmettre à l'inspection des installations classées un tableau de classement représentatif de son activité (nominale ment parlant).</p> <p>Le bénéfice d'antériorité portant sur la rubrique 4330 devait être étayé.</p> <p>La quantité de SF6 liée à la rubrique 1185.3.2 était à préciser. Dans son courrier du 21/04/22, l'exploitant s'était engagé à transmettre un tableau de classement à jour. Le PAC 2022 précise bien la quantité de SF6 présente au sein de l'installation mais les éléments permettant d'étayer le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 4330 ne sont pas présent.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection le 27 juillet 2022 un courrier de demande du bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 4330-2 suite à la suppression de la rubrique 1432 de la nomenclature ICPE. Le tableau de classement de l'AP du 30/04/2008 acte le stockage de liquide inflammable sur le site pour une capacité équivalente totale de 8,29m<sup>3</sup>, non classé sous la rubrique 1432 car sous le seuil de 10m<sup>3</sup>. Ce stockage correspond aux solvants utilisés sur le site au niveau du laboratoire et de la cabine de peinture.</p> <p>Il s'avère, lors de la visite, que la quantité estimée de 8,29m<sup>3</sup> correspond à la quantité annuelle consommée et non à la quantité maximale susceptible d'être présente sur site qui, a priori, n'entraînerait pas de classement au titre de la rubrique 4330.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a exposé à l'inspection un projet d'évolution de capacité pour les rubriques 2718 et 2792 afin de tenir compte de la diminution à venir de traitement des transformateurs pollués au PCB.</p> <p><b><u>Demande d'action corrective :</u></b></p> <p>&gt; L'exploitant détermine la quantité de liquides inflammables de catégorie 1 susceptible d'être présente sur site et transmet à l'inspection, sous 1 mois, les éléments justificatifs pour le bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 4330.</p> <p>&gt; Il transmet par ailleurs un porter à connaissance relatif aux évolutions envisagées sur le site contenant tous les éléments d'appréciation nécessaires conformément à l'article L.181-14 du code de l'environnement, préalablement à la mise en œuvre des modifications.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 2 : Émissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.4-IX
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions canalisées dans l'air
<b>Prescription contrôlée :</b>  Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement physicochimique de déchets : Décontamination des équipements contenant des PCB : PCB de type dioxine surveillance trimestrielle
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le rapport de mesure des rejets atmosphériques en PCB de type dioxine des étuves établi par SOCOTEC en novembre 2023 (valeur en concentration mesurée de 0,000011ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup> ). La dernière mesure a été réalisée en avril 2024 (valeur en concentration mesurée de 0,0000024ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Émissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions canalisées dans l'air
<b>Prescription contrôlée :</b>  VLE conduit cabine peinture : Poussières : 100 mg/Nm <sup>3</sup> et 4 kg/h COVNM (carbone total) : 100 mg/Nm <sup>3</sup> et 4,4 kg/h
<b>Constats :</b>  Les dernières mesures de rejet en poussière et COVNM de la cabine de peinture montrent que les VLE sont respectées : Poussière : 1,19 mg/Nm <sup>3</sup> et 46,47 g/h COVNM : 46 mg/Nm <sup>3</sup> et 1,7 kg/h  L'exploitant a présenté le dernier plan de gestion des solvants de l'établissement qui date de 2021 et s'est engagé à le mettre à jour. Pour que la saisie puisse être faite sur GEREP, l'inspection activera la coche « L'établissement consomme des solvants » dans les informations générales de la prochaine de déclaration avant saisie des données par l'exploitant (afin que ces données ne soient pas perdues).  <b><u>Demande de justificatif</u></b>  > L'exploitant transmet à l'inspection, sous un mois, le plan de gestion des solvants de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-X
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE et surveillance des émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p> <p>MES 60mg/L mensuelle DCO 180mg/L mensuelle</p> <p>Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :</p> <p>PFOA : semestrielle PFOS : semestrielle</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis 2022, le recyclage des eaux de lavage des transformateurs, qui occasionnait un rejet d'eaux usées en fin de cycle de recyclage, a été arrêté en raison de la vétusté de l'installation de recyclage. Les eaux de lavage sont depuis traitées par un centre agréé hors site. Ces eaux sont stockées dans des GRV au nord du site, le long de l'atelier, sans rétention. Le jour de la visite 8 GRV pleins sont présents.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'exclue pas de remettre l'installation de recyclage en service, notamment pour tenir compte des nécessités de réduction des consommations d'eau. L'inspection rappelle que dans ce cas, la surveillance des rejets aqueux, tenant compte des prescriptions de l'annexe 3.1-X de l'arrêté ministériel du 17/12/2019, devra être effectuée.</p> <p><b><u>Demande d'action corrective :</u></b></p> <p>&gt; L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour placer sur rétention les GRV contenant des eaux souillées (eaux de lavage). Il rend compte à l'inspection, sous 1 mois, des actions mises en œuvre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 5 : Emissions aqueuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 4.3.11	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance du rejet des eaux pluviales	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)
Hydrocarbures	10
MES	35
DCO	125
<b>Constats :</b>	
<p>Les derniers résultats de contrôle des rejets d'eaux pluviales respectent les valeurs limites d'émissions (VLE) de l'AP en vigueur. L'inspection note cependant, que les VLE saisies dans le tableau de synthèse des résultats ne sont pas les valeurs en vigueur pour les paramètres DCO et MES (les valeurs saisies sont celles prescrites pour les eaux industrielles, plus élevées). Il conviendra de les modifier.</p>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2, 3 et 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Liste des PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 2 :</u> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p> <p><u>Article 3 :</u> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. (...)</p> <p><u>Article 4 :</u> (...)</p> <p>II - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. (...)</p> <p>III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé la campagne d'analyse requise, mais indique avoir contractualisé récemment avec Eurofin pour réaliser cette campagne sur les mois de juillet, août et septembre, son prestataire habituel (VEOLIA) n'étant en définitive pas en mesure de réaliser ce type d'analyses.</p>
<p><b><u>Demande d'action corrective :</u></b></p> <p>&gt; L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réaliser la campagne de 3 prélèvements mensuels successifs de mesure des PFAS conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 avant la fin du mois de septembre 2024. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse dans l'application GIDAF.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites



**N° 7 : Protection foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des installations foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
<b>Constats :</b>  Le rapport de contrôle FOUDRETECH du 18/12/23 signale une prise de terre non conforme côté massif (résistivité > 10 ohms) et l'absence de registre/notice de vérification et maintenance pour les paratonnerres. L'exploitant indique avoir engagé les démarches nécessaires pour lever ces écarts.  <b><u>Demande d'action corrective :</u></b> > L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour lever les écarts relevés dans le rapport de vérification des installations foudres de 2023. Il rend compte à l'inspection, sous 1 mois, des actions mises en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 8 : Zonage des dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des zones de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un plan des zones de dangers qui doit être mis à jour et complété, car il n'identifie pas clairement tous les risques du site (zone incendie et stockage de produits chimiques à préciser notamment). L'inspection constate que le zonage ATEX au niveau de la cabine de peinture est bien identifié sur le plan et sur le site (panneau ATEX et rappel des consignes).  <b><u>Demande d'action corrective :</u></b>  > L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour mettre à jour le plan des zones à risques de l'établissement. Il rend compte à l'inspection, sous 1 mois, des actions mises en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention et lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les derniers rapports de vérification de 2024 des extincteurs, du désenfumage, de la détection incendie et des installations électriques ont été transmis à l'inspection. L'inspection relève les écarts suivants encore non corrigés mais pour lesquels l'exploitant a déjà engagé des actions correctives: <ul style="list-style-type: none"><li>- extincteurs : un filetage défectueux est signalé pour 6 extincteurs, un devis pour réparation a été demandé</li><li>- désenfumage : les thermofusibles et cartouches CO2 de plus de 10 ans sont à remplacer mais l'installation de désenfumage est fonctionnelle</li><li>- détection incendie : la centrale Vesda et une porte coupe feu sont hors service et des détecteurs n'ont pu être vérifiés faute de matériel adapté pour le contrôle, un devis pour remplacement de la centrale VESDA est en cours de validation</li><li>- installations électriques : les 2 fiches d'anomalie relevées lors du contrôle par thermographie (Q19) sont à traiter sous 3 mois.</li></ul>
<b><u>Demande d'action corrective :</u></b>  > L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour corriger les écarts relevés dans les rapports de vérification des équipements de prévention et lutte incendie et des installations électriques. Plus largement, l'organisation mise en place pour gérer les suites à donner à ces contrôles périodiques doit être renforcée. L'exploitant rend compte à l'inspection, sous 1 mois, des actions mises en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/05/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après afin que les services d'incendie disposent sur le site d'un potentiel hydraulique de 180 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures. Cette mesure sera réalisée : - à partir de 3 poteaux incendie de 100 mm sur réseau privé, alimentés par une conduite de diamètre au moins égale à 100mm permettant un débit simultané de 60 m<sup>3</sup>/h chacun et situés à moins de 200m du site ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 27/01/23 l'exploitant a sollicité une demande d'aménagement de cette prescription, ne disposant pas d'un réseau privé incendie sur son site, pour le remplacer par une bâche souple de 360m<sup>3</sup>.</p> <p>L'avis du SDIS35, sollicité sur cette demande d'aménagement, n'a pas été émis officiellement mais semble a priori défavorable à la mise en place d'une unique source d'alimentation en eau incendie qui ne permet pas d'atteindre facilement l'établissement en tout point par les voies carrossables.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un nouveau calcul du besoin en eaux incendie pour son établissement, établi à l'aide du guide D9, qui évalue le besoin à 480m<sup>3</sup> pour 2h.</p> <p>L'exploitant a également transmis les résultats d'une étude de simultanéité des poteaux incendies publics présents autour du site. Cette étude conclut que le réseau est en capacité d'alimenter 2 poteaux en simultané et de délivrer 120 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression pendant 2 heures (volume total = 240 m<sup>3</sup>) lorsque les 2 poteaux sont sur des secteurs de distribution différents. Ainsi les poteaux 1 et 2 ou 1 et 3 peuvent fonctionner en simultané aux pressions et débit attendus. Un complément de 240m<sup>3</sup> (via une bâche souple par exemple) est donc nécessaire pour atteindre les 480m<sup>3</sup> d'eau incendie.</p> <p><i>&gt; L'inspection invite l'exploitant à contacter le SDIS35 pour l'informer de ces nouveaux éléments et des actions de mise en conformité incendie prévues.</i></p> <p>L'exploitant a confirmé poursuivre les mesures compensatoires définies dans l'attente de la mise en œuvre des actions permettant de lever la mise en demeure (ronde et surveillance du site en dehors des heures ouvrées).</p> <p><b><u>Demande d'action corrective :</u></b></p> <p><b>&gt; L'exploitant tiendra compte de ces nouveaux éléments pour répondre à la mise en demeure du 9 mai 2022. La demande d'aménagement proposée en 2023 doit être mise à jour en conséquence sous 1 mois.</b></p> <p><b>&gt; L'exploitant apportera également, dans les mêmes délais, les éléments nécessaires pour démontrer que les capacités de rétention des eaux d'extinction incendie, tenant compte de ces volumes, sont disponibles. Le guide D9A pourra être utilisé pour évaluer le volume à confiner. Le respect des capacités de confinement des eaux d'extinction sur site n'ayant pas été vérifié, il fera l'objet d'un contrôle de l'Inspection et du SDIS35 avant la fin de l'année 2024.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites